

Direction Risques Industriels  
*Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales*  
*Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud*  
2, rue Jean RICHEPIN  
BP 60079  
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 25/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **PAPREC ENERGIES 66**

Coume dels Très Pilous

66600 Calce

Réf: 2023-89-PR  
Code AIOT : 0018300005

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2023 dans l'établissement PAPREC ENERGIES 66 implanté Coume dels Très Pilous 66600 Calce.

L'inspection a été annoncée le 28/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale sécheresse qui a pour objectif de vérifier le respect des prescriptions « sécheresse » et la capacité de l'exploitant à les mettre en œuvre.

Le référentiel d'inspection utilisé est l'arrêté d'autorisation du 04/03/2004 modifié et l'arrêté sécheresse du 10/05/2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC ENERGIES 66
- Coume dels Très Pilous 66600 Calce
- Code AIOT : 0018300005
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CYDEL a été chargée par le SYDETOM 66 d'assurer une Délégation de Service Public pour le financement, la conception, la construction et l'exploitation d'un centre de tri et d'un incinérateur avec valorisation énergétique. Dans ce cadre la société CYDEL a été autorisée initialement par arrêté préfectoral n° 4210 du 22 novembre 2000, à exploiter un centre de tri de déchets ménagers issus de collectes sélectives et de Déchets Industriels et Commerciaux Banals (DICB), aux fins de valorisation matière et un incinérateur de déchets non-dangereux et de déchets

d'activités de soins à risques infectieux.

L'extension de cet incinérateur par l'adjonction d'un 3ème four a été autorisée par arrêté n° 690/06 du 16 février 2006, qui constitue l'acte administratif de référence.

Les activités principales autorisées sont les suivantes :

- Tri et préparation de déchets ménagers issus de collectes sélectives, en vue de leur valorisation matière, pour un tonnage maximum annuel entrant de 30.000 tonnes.
- Exploitation d'une Unité d'Incinération avec valorisation énergétique dimensionnée pour traiter une charge thermique équivalente à 240.000 tonnes par an de déchets, au moyen de trois fours à grilles respectivement de capacité nominale 11 t/h, 11 t/h et 7 t/h ce qui donne une capacité totale de 29 t/h.
- Incinération des DASRI pour une capacité de 17000 t/an.
- Mise en balles de déchets après extraction de la partie fermentescible des OM pour une capacité de 25 t/h et une capacité de stockage de 9750 t. La mise en balles permet de faire face à la surproduction pendant la saison estivale ou de délester une partie des déchets pendant les arrêts techniques. Les déchets sont d'abord triés afin d'extraire la partie fermentescible puis les déchets «propres et secs» sont mis en balles et stockés dans un bâtiment spécifique. Ces balles sont incinérées pendant la période d'hiver.

Le 3e four a été mis en service au début de l'année 2009 amenant cet incinérateur à sa capacité nominale.

Le centre de tri a été modernisé en 2013 afin de passer d'une capacité de production de 6,7 t/h à 10 t/h.

Plus récemment en 2018 / 2019 CYDEL a modifié les équipements de valorisation de la chaleur produite par la combustion des déchets dans les 3 fours afin de pouvoir desservir un réseau de chaleur, en plus de la génération d'électricité par une turbine à condensation. Le réseau de chaleur a été mis en service en avril 2019.

Cydel a été intégré à la société Dalkia Waste Energie (groupe EDF) après le rachat par celle-ci du groupe TIRU.

Au début de l'été 2021 Dalkia a cédé sa branche Dalkia Waste Energy au groupe Paperec.

Par courrier du 03/10/2022 le directeur de UVE de Calce a informé la préfecture du changement de dénomination sociale de la société CYDEL en PAPREC ENERGIES 66 et confirmé qu'il ne s'agit pas d'un changement d'exploitant, les autres caractéristiques de la société étant inchangées.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 4.1.1
2	Sécheresse : respect des mesures d'adaptation	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 4.1.4
3	Sécheresse : bilan	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 4.1.4

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort que la société PAPREC ENERGIES 66 a mis en œuvre les mesures d'économie d'eau prévues dans le cadre de l'arrêté sécheresse qui ont permis sur les 4 premiers mois de l'année 2023 de réaliser certaines économies.

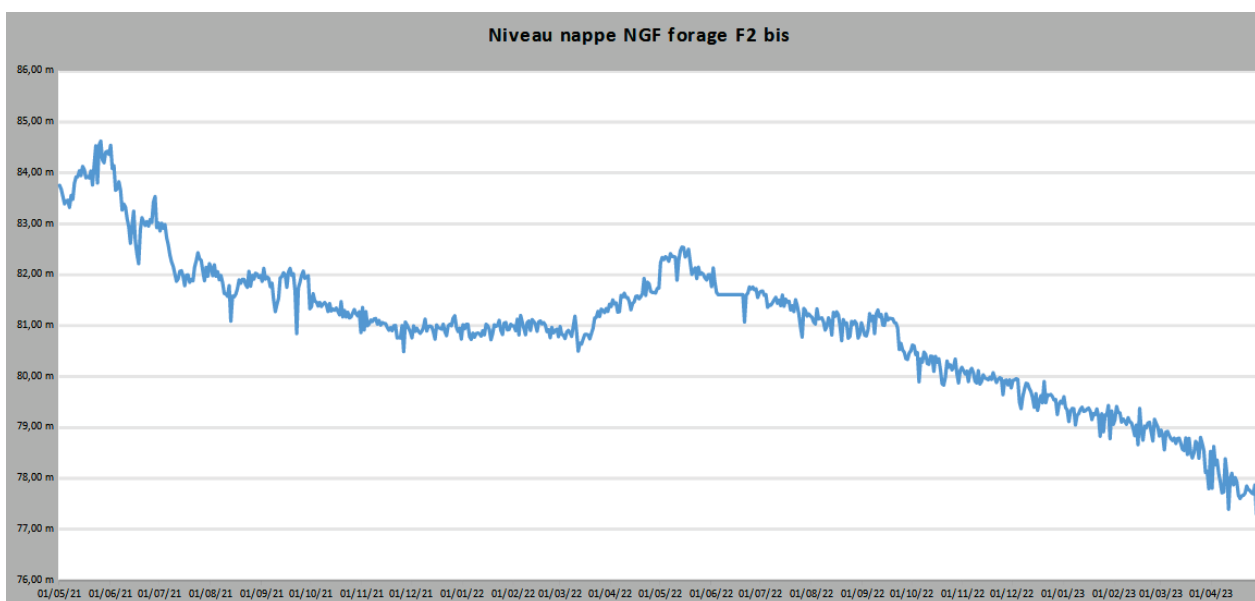
Des réflexions sont en cours pour examiner des possibilités d'utiliser, en substitution de l'eau du forage, d'autres sources d'approvisionnement comme les effluents de step, pour des usages qui ne nécessitent pas une eau de très bonne qualité (traitement des fumées, canal mâchefers).

Enfin, le fonctionnement de l'incinérateur étant essentiel, l'inspection encourage l'exploitant à étudier une solution de substitution en cas de rupture d'approvisionnement de l'eau du forage.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Origine des approvisionnements en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes, sans préjuger des dispositions du décret du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau : Origine de la ressource : Forage F2BIS Consommation maximale annuelle : 100 000 m <sup>3</sup> /an Débit maximal Horaire 35 m <sup>3</sup> /h Débit maximal Journalier 400 m <sup>3</sup> /j Utilisation : <ul style="list-style-type: none"><li>Eaux de procédé (chaudière, circuit vapeur, traitement des fumées, refroidissement des mâchefers,...)</li><li>Eaux de lavage (sols, containers de déchets hospitaliers,...)</li></ul> Origine de la ressource : Forage F3 Débit maximal Horaire 10 m <sup>3</sup> /h Débit maximal Journalier 70 m <sup>3</sup> /j Utilisation : Usage domestique
<b>Constats :</b> En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le fichier de suivi des consommations d'eau. La consommation annuelle s'élève à 69000 m <sup>3</sup> /an en moyenne sur les 10 dernières années (64849 m <sup>3</sup> sur 2022), la consommation moyenne journalière sur 2022 est de 176 m <sup>3</sup> /j avec une valeur max de 304,5 m <sup>3</sup> . Les débits annuels et journaliers fixés par l'arrêté d'autorisation sont respectés.  Le dossier d'information du public annuel donne également des informations sur la consommation d'eau du site (volume prélevé, ratio prélevé par rapport au tonnage incinéré évènements particuliers).  Le site prélève son eau par l'intermédiaire de 2 forages, le forage F2bis a été mis en service à l'été 2008 et est utilisé pour le process. Le forage F3 est utilisé pour la distribution de l'eau sanitaire.  L'exploitant suit également le niveau piézométrique de la nappe (cf graphique ci-dessous).



<p>Les relevés depuis début 2021 à ce jour, confirment la baisse de niveau dans la nappe de 84 m NGF à 78 m NGF, soit 6 m.</p> <p>L'exploitant indique que la pompe se situe à 35 m sous le niveau actuel de la nappe et qu'il ne devrait donc pas y avoir de rupture d'approvisionnement sur le court terme.</p> <p>L'exploitant précise que le site est équipé de compteurs divisionnaires qui permettent de suivre les principales consommations qui sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le traitement des fumées des 2 lignes n°1 et n°2 ;</li> <li>• le fonctionnement de la chaudière : traitement de l'eau, lavage des filtres à sable et appoints chaudières ;</li> <li>• le canal mâchefers : refroidissement des mâchefers et puits mâchefer permettant l'étanchéité des fours.</li> </ul> <p>L'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• présente par sondage le rapport journalier du 25/04/2023 sur lequel sont suivi les différents point de consommation de l'eau ;</li> <li>• confirme que tous les effluents (purges chaudière, traitement de l'eau, lavage des filtres...) sont recyclés dans le canal mâchefer et que l'incinérateur n'est pas à l'origine de rejet industriel ;</li> <li>• précise que des solutions de substitution de l'eau du forage par des effluents de step sont à l'étude pour le traitement des fumées, voir l'appoint du canal mâchefers.</li> </ul>
<p><b>Observation :</b></p> <p>L'inspection encourage l'exploitant à étudier les solutions de substitution à l'utilisation de l'eau du forage.</p> <p>Compte tenu de la situation de sécheresse du département la police de l'eau examine actuellement les possibilités d'autoriser les stations d'épuration urbaines à faire de la réutilisation des eaux usées traitées en lien avec l'ARS et en référence avec le décret n° 2022-336 du 10/03/22 relatif aux usages et aux conditions de réutilisation des eaux usées traitées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 2 : Sécheresse : respect des mesures d'adaptation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 4.1.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Sécheresse</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement.</p> <p>L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA <a href="http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/">http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/</a>.</p> <p>Ces mesures se substituent à celles de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse.</p> <p>Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.</p> <p>Les mesures d'urgence sont les suivantes :</p> <p>Seuil de vigilance :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Information du personnel sur l'état de sécheresse et rappel des mesures d'économie d'eau élémentaires ;</li> <li>• Affichage de panneaux de sensibilisation aux principaux points d'utilisation d'eau ;</li> <li>• Organisation d'une ronde hebdomadaire pour vérifier l'absence de fuite (moyens incendie armés, tuyaux alimentation en eau de l'installation, réseau de forage...) et réparation des fuites</li> </ul>

dans la journée ;

- Relevé des compteurs d'eau à fréquence hebdomadaire et consignation sur le registre des prélèvements / consommations.

Seuil d'alerte (en complément des mesures du seuil précédent) :

- Complément d'information du personnel sur l'évolution de l'état de sécheresse et renforcement de l'affichage ;
- Arrêt de l'arrosage des « espaces verts » ;
- Test des motopompes et des canons à mousse en fosse UVE, limité à 1 semaine sur 2 ;
- Report des opérations de curage des rétentions ;
- Report des opérations d'entretien non essentielles, induisant une consommation importante d'eau.

Seuil d'alerte renforcée (en complément des mesures du seuil précédent) :

- Complément d'information du personnel sur l'évolution de l'état de sécheresse et renforcement de l'affichage ;
- Passage à un relevé journalier des compteurs divisionnaires et à la tenue journalière du registre des prélèvements / consommations ;
- interdiction des lavages n'induisant pas de risques sur la sécurité sanitaire des aliments ou la sécurité ;
- Test des motopompes et des canons à mousse en fosse UVE, limité à 1 semaine sur 3 ;
- report des formations « Equipiers de première intervention » (EPI) ;

Seuil de crise (en complément des mesures du seuil précédent) :

- Complément d'information du personnel sur l'évolution de l'état de sécheresse et renforcement de l'affichage ;
- Consommation limitée aux usages essentiels pour assurer la continuité de l'activité.

L'exploitant doit pouvoir justifier à l'inspection des installations classées la mise en œuvre des mesures prescrites et transmet sous format informatique, à la demande, le registre de consommation d'eau.

#### **Constats :**

Depuis le passage en alerte renforcée l'exploitant adresse hebdomadairement le suivi des consommations ainsi que le récapitulatif des mesures prises en application de l'arrêté de restriction.

L'exploitant confirme la réalisation des mesures suivantes :

- L'information des salariés suite au passage en alerte renforcée a été réalisée par mail le 02/03/2023 ;
- en parallèle l'affichage sécheresse a été mis à jour ;
- les rondes « sécheresse » (RIA/PI/Douche..) sont enregistrées dans le rapport hebdomadaire ;
- les tests des canons à mousse de la fosse UVE et des motopompes ont été espacés et sont suivi sur le rapport hebdomadaire ;
- le relevé des compteurs est réalisé de façon journalière ;
- les différentes consommations d'eau font l'objet d'un suivi dans le rapport journalier ;
- les formations incendie « équipier de première intervention » ont été reportées ;
- des causeries sur la thématique de la sécheresse ont été organisées.

L'exploitant précise que le personnel est sensibilisé à la nécessité d'économiser l'eau et que les consommations non nécessaires au fonctionnement de l'usine sont déjà évitées indépendamment de l'arrêté sécheresse.

L'exploitant précise, par comparaison sur les consommations 2019, 2020, 2021, 2022, 2023 que les actions entreprises ont permis d'économiser 2100 m<sup>3</sup> sur les 4 premiers mois de l'année 2023 ce qui représente une baisse de 9,6 % (consommation moyenne sur les 4 premiers mois de 2019 à 2022 : 22874 m<sup>3</sup> à comparer à la consommation 2023 : 20688 m<sup>3</sup>).

L'exploitant indique toutefois que les travaux d'entretien et d'arrêt technique programmés sur les

différentes lignes ont démarrées avec la présence importante de personnel d'entreprises extérieures, ce qui va occasionner des consommations supplémentaires sur les mois de mai et juin.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Sécheresse : bilan

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 4.1.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Bilan</p> <p>À l'issue de chaque période de déclenchement d'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'évaluation a posteriori de son plan de réduction ;</li> <li>• un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités ;</li> <li>• les coûts afférents ;</li> <li>• et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement.</li> </ul> <p>Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un mois après la fin des restrictions de prélèvement en cas de déclenchement du niveau d'alerte renforcée ;</li> <li>• avec le bilan annuel dans les autres cas.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a adressé le bilan des épisodes sécheresse 2022. Un focus sur cette thématique sera proposé dans le dossier d'information du public 2022 en cours de préparation.</p>
<p><b>Observation :</b> L'inspection propose que le bilan suite aux épisodes 2023 fasse apparaître plus précisément les différentes consommations d'eau en fonction des postes et détail les gains obtenus suite à la mise en œuvre des mesures d'économie. Ce bilan devra également faire le point sur les possibilités de substitution à l'utilisation de l'eau du forage (réutilisation des eaux de step par exemple). Enfin l'inspection propose, le fonctionnement de l'incinérateur présentant un caractère prioritaire, qu'un dispositif de secours en cas de rupture de l'alimentation via le forage soit analysé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet